

UNIVERSITE LAVAL - BIBLIOTHÈQUE

PLAN DE RÉINVESTISSEMENT DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

LES RESSOURCES DE LA BIBLIOTHÈQUE

PROBLÉMATIQUE

Après avoir connu des mesures fermes de redressement qui, entre 1989 et 1995, ont fait passer le budget d'acquisition de 3 400 000 \$ à 6 000 000 \$, la Bibliothèque de l'Université Laval vit depuis 1996 une situation de plus en plus préoccupante. Bien que jusqu'en 1997-98 le budget d'acquisition ait été maintenu à 6 000 000¹ \$, le pouvoir d'achat a connu une chute marquée provoquée à la fois par une augmentation constante des coûts de la documentation savante et un dollar canadien instable face aux monnaies étrangères (la fragilité du dollar a eu des conséquences importantes, puisque plus de 80% des achats proviennent de l'extérieur du Canada). La situation s'est radicalement aggravée en 1998-99 alors que les coûts de la documentation enregistraient l'une des plus fortes hausses des dernières années (+15.7%), et que le budget d'acquisition subissait une importante coupure, passant de 6 000 000 à 5 400 000 \$ (- 10%).² Le résultat fut que depuis 1996, la Bibliothèque a été forcée d'annuler quelques 2 500 abonnements à des périodiques et qu'elle a de même réduit considérablement la part d'achat de monographies et autres documents, particulièrement dans les disciplines du secteur scientifique (sciences, génie, sciences de la santé, agriculture et foresterie), où l'on a cherché à protéger le plus possible les abonnements. Il n'a plus été possible de répondre adéquatement aux besoins et la situation a été largement décriée par la communauté, professeurs et étudiants. Pour l'année en cours (1999-2000), le budget d'acquisition est ramené à 6 000 000 \$.³ Cela permet d'arrêter les coupures et de préserver un certain équilibre, mais non de récupérer le pouvoir d'achat perdu.

Les investissements importants des années 1989 à 1995 voient donc leurs effets s'atténuer de plus en plus. S'ils avaient permis à la Bibliothèque d'atteindre un niveau convenable parmi les grandes universités de recherche pour ses dépenses d'acquisition, la non indexation de ces mêmes dépenses depuis 1996 et les coupures de 1998-99 ont provoqué un recul important. Selon le classement publié annuellement par l'Association of Research Libraries dans le *Chronicle of Higher Education*, la Bibliothèque est en effet passée du 55^e au 73^e rang parmi les 110 bibliothèques universitaires américaines et canadiennes membres de cette association. Aux seuls chapitres des dépenses d'acquisition, elle se situait en 1997-98 au 82^e rang et au 105^e pour les abonnements aux périodiques. Compte tenu des coupures opérées en 1998-99, ce recul s'accroîtra vraisemblablement dans le classement 1998-99 qui devrait être

¹ Budget de fonctionnement: 5 400 000 \$; subvention de la Fondation de l'Université Laval : 600 000 \$

² Budget de fonctionnement: 5 000 000 \$, contributions facultaires : 400 000 \$

³ Budget de fonctionnement: 5 800 000 \$, contributions facultaires pressenties: 200 000 \$

publié au cours de l'hiver ou au printemps 2000. Au sein du groupe des grandes universités de recherche canadiennes, la Bibliothèque a atteint et maintenu durant plusieurs années le 6^e rang, après Toronto, UBC, Alberta, McGill et Western Ontario. Les données comparatives compilées par l'Association des bibliothèques de recherche du Canada ne sont pas encore disponibles pour 1998-99, mais on peut anticiper à partir des données de 1997-98 un net recul vers le 9^e ou le 10^e rang, ce que semble confirmer le classement 1999 du magazine Maclean's qui, selon les critères utilisés, place la Bibliothèque entre le 9^e et le 13^e rang parmi le groupe «medical/doctoral». Un redressement paraît donc essentiel et justifié. Sans oublier que tout en étant un maillon important et crucial du réseau des bibliothèques universitaires de recherche, la Bibliothèque constitue en outre une ressource unique pour la région de la Capitale et pour tout l'Est du Québec. Comme le rappelle le mémoire de l'Université au ministre de l'Éducation, elle «doit atteindre dans le classement des grandes bibliothèques universitaires nord- américaines, un rang plus conforme à son rôle régional et supra-régional».

BESOINS DE RATTRAPAGE ET BESOINS NOUVEAUX

Depuis 1996-97, les coûts d'achat de la documentation ont connu des augmentations considérables : 12.2% en 1996-97, 16.9% en 1997-98, et 15.7% en 1998-99. On prévoit pour 1999-2000 des augmentations d'environ 9%. Pour rattraper le pouvoir d'achat jugé relativement convenable pour Laval, c'est donc une somme additionnelle de 4 000 000 \$ qu'il faudrait injecter dans le budget d'acquisition de la Bibliothèque.

4 000 000 \$

Cet ajout ne tient pas compte par ailleurs des besoins pressants en monographies et ouvrages de référence pour lesquels les sommes allouées dans le budget actuel sont proportionnellement très réduites, particulièrement dans les secteurs scientifiques (sciences de la santé, sciences et génie, agriculture, foresterie) qui, par souci de protection des abonnements, ne consacrent plus que 7% du budget à l'achat de ce type de document. Ce besoin a d'ailleurs été clairement exprimé par les étudiants de certaines facultés qui ont consenti à appuyer des efforts en ce sens à partir de leur fonds d'investissement. Les objectifs d'internationalisation de l'Université entraîneront par ailleurs des besoins nouveaux de documentation en langues étrangères (i.e. autres que le français et l'anglais), besoin auquel la Bibliothèque dans le contexte actuel ne répond que très partiellement. Ces besoins de rattrapage et de développement exigeront une somme additionnelle de 1 000 000 \$ au budget d'acquisition pour l'ensemble des disciplines qui font l'objet d'enseignement et de recherche à l'Université.

1 000 000 \$

DÉVELOPPEMENT DE LA BIBLIOTHÈQUE VIRTUELLE

La Bibliothèque investit de plus en plus dans l'acquisition de licences d'exploitation à des ressources électroniques qu'elle rend disponibles à la communauté par son site WEB (périodiques électroniques, ouvrages de référence, bases de données bibliographiques et statistiques, etc.). Déjà plus de 10% du budget d'acquisition est consacrée à ce type de ressources, le site WEB de la Bibliothèque offrant maintenant accès à plus de 2 500 périodiques électroniques et plus d'une centaine de bases de données bibliographiques et statistiques.

Ces licences d'exploitation sont généralement négociées sur une base collective au sein de réseaux de bibliothèques tel le Sous-comité des bibliothèques de la CREPUQ, ce qui favorise d'importantes économies d'échelle. C'est là une voie à privilégier, dans le but de préserver à moyen terme l'équilibre des budgets d'acquisition et de mieux contrôler les augmentations de coût. Pour pouvoir profiter de tels avantages, il faut cependant donner rapidement à la bibliothèque virtuelle une masse critique suffisante, ce qui exigera, en période de transition, des investissements importants. La Fondation canadienne pour l'innovation a accordé une subvention de 20 millions \$ (50 millions \$ avec les appariements) pour un projet national de bibliothèque virtuelle qui regroupe 64 universités canadiennes. La CREPUQ a par ailleurs déposé au ministre une demande de 5 millions \$ pour un projet collectif de développement de la bibliothèque virtuelle en sciences humaines et sociales. Ces projets devraient permettre d'atteindre la masse critique jugée souhaitable pour aller de l'avant.

Ces développements posent par ailleurs une problématique d'accès différente et exigent localement des efforts d'adaptation. Les chercheurs comme les étudiants souhaitent consulter à distance, à leur bureau ou ailleurs, et de façon conviviale, les produits électroniques. Cela implique la mise en place et le maintien de serveurs d'identification, de serveurs mandataires, d'outils d'intégration, ainsi qu'une contribution équitable aux efforts collectifs de développement. On estime à 400 000 \$ les sommes récurrentes nécessaires à ce type de développement.⁴

400 000 \$

BESOINS EN RESSOURCES HUMAINES

Depuis 1996, la Bibliothèque a réduit ses masses salariales de plus de 1 500 000 \$, abolissant quelque 55 unités de poste. Cette réduction a entraîné un redéploiement d'effectifs et diverses mesures de réorganisation du travail, qui ont été partiellement favorisées par le recours aux nouvelles technologies. Ces changements constituent des gains non négligeables de productivité qui auront des effets à long terme. Il n'en reste pas moins que des objectifs fermes

⁴ Si le projet collectif de 5 millions \$ présenté par la CREPUQ n'était pas accepté, c'est une somme additionnelle d'au moins 700 000 \$ qu'il faudrait ajouter ici pour accroître les contenus et donner la masse critique suffisante au développement de la bibliothèque virtuelle en sciences humaines et sociales.

de réinvestissement impliquent aussi un réinvestissement dans les ressources humaines, et ce selon trois axes principaux :

1. Plusieurs économies ont pu être réalisées en raison de la réduction de la chaîne de travail liée à la diminution du pouvoir d'achat et à la réduction du volume d'acquisition des documents. Si le pouvoir d'achat est pleinement rétabli, il faudra aussi rétablir un certain nombre de postes de manière à pouvoir maintenir de façon efficace le rythme de traitement.
2. Les compressions successives ont entraîné une diminution de la portée des services offerts et suscitent de nombreuses carences dans les services de première ligne, particulièrement en période de pointe. Pour maintenir des services relativement efficaces à la communauté, la Bibliothèque a par ailleurs été amenée à imposer des freins dans ses services aux clientèles externes, ce qui cadre mal avec son statut et sa mission de ressource régionale. Le rétablissement d'une certaine marge de manœuvre est essentielle à l'élimination de ces contraintes.
3. Malgré le contexte de compressions budgétaires, la Bibliothèque a opéré les redéploiements nécessaires pour bien soutenir le développement de la «bibliothèque virtuelle» : une analyste pour le développement d'une infrastructure d'exploitation des données numériques (SHERLOCK), un conseiller à la documentation pour le projet de numérisation des documents canadiens anciens en partenariat avec la bibliothèque de l'Université de Toronto et l'ICMH (Notre Mémoire en ligne), pour le projet d'édition des thèses électroniques en partenariat avec la Faculté des études supérieures, pour l'élaboration du guide d'initiation et de recherche sur Internet (GIRI, GIRI 2); un analyste pour le développement de bases de données (Manuels scolaires en collaboration avec la Faculté des sciences de l'éducation, bases de données en patristique (BIBP) en partenariat avec la Faculté de théologie et de sciences religieuses), des techniciens en informatique pour le développement et le maintien des outils et du parc d'équipements. Ces ressources demeurent toutefois minimales et méritent d'être consolidées dans la perspective d'un accroissement de ce type de développement.

On estime à 600 000 \$ le besoin d'investissement en ressources humaines pour le développement de ces trois axes.

600 000 \$
